

"La réélection de François Hollande ne dépendra pas que du chômage" : pourquoi Michel Sapin a probablement raison



Depuis le début de son mandat, François Hollande a fait du chômage sa priorité, allant jusqu'à promettre "d'inverser la courbe", objectif non atteint jusque là. Heureusement pour lui, son ministre du Travail affirme que son éventuelle réélection ne dépendra pas que de cela.

Avec Jérôme Sainte-Marie

Atlantico : Jeudi 30 janvier, sur BFM TV, Michel Sapin a estimé que le chômage "fera partie des éléments à partir desquels les Français vont nous juger, mais la réélection de François Hollande ne dépend pas que de cela. Après tout, Nicolas Sarkozy avait promis un chômage à 5%, il a fait 10%. Et regardez Lionel Jospin : lorsqu'il était au pouvoir, il a baissé en profondeur le chômage, et pourtant, il n'a pas été réélu en 2002". Peut-on donner raison au ministre du Travail ?

Jérôme Sainte-Marie : L'affirmation de Michel Sapin n'est que partiellement juste. En effet, il y a un paradoxe apparent : l'emploi est la préoccupation majeure des Français, mais l'élection présidentielle se joue relativement peu là-dessus. L'explication tient au discrédit partagé de la gauche et de la droite sur ce sujet.

Cela n'a pas toujours été le cas : si François Mitterrand l'emporta en 1981, il le dut largement à la croyance répandue qu'une politique de relance keynésienne pouvait faire reculer le chômage. **Au fil des alternances, les Français se sont persuadés que nul n'avait de solution probante sur le sujet, et que la situation de l'emploi échappait largement à l'action du pouvoir politique.**

Pour autant, un des exemples choisis par Michel Sapin est fragile. En 2002, Lionel Jospin ne pouvait plus vraiment se prévaloir de la baisse spectaculaire du chômage qui l'avait rendu populaire comme Premier ministre, dans la mesure où l'opinion considérait, ce qui était d'ailleurs la réalité, que la situation de l'emploi recommençait à se dégrader.

Peut-on considérer que le président n'est jamais élu simplement sur un bilan ? Le score de Nicolas Sarkozy en 2012 semble le prouver...

C'est tout à fait exact. L'exemple de la dernière présidentielle en témoigne, puisque Nicolas Sarkozy, qui avait fait du maintien du triple A le marqueur de son excellence présidentielle, contre toute raison, a connu une défaite bien plus étroite qu'annoncée. De même, celui qui s'était voulu le "président du pouvoir d'achat" ne pouvait guère se prévaloir de son bilan sur le sujet.

La campagne électorale constitue une période exceptionnelle, où l'opinion ne juge plus seulement un pouvoir en place dans le temps présent, mais se projette dans l'avenir et raisonne de manière relative. **Dans la mesure où les partis de gouvernement sont aussi peu crédibles l'un que l'autre aux yeux des citoyens sur l'emploi, le bilan de l'équipe sortante n'est pas déterminant.**

Un président est vraisemblablement plus élu une vision que sur un bilan. Quelle est celle aujourd'hui proposée par François Hollande ? En quoi est-elle paradoxale ? S'il veut être réélu, doit-il changer de vision ?

François Hollande ne propose pas actuellement une vision aux Français, mais les place devant un choix contraint : soit suivre sa démarche de rétablissement de la compétitivité économique, selon les modalités indiquées de manière plus ou moins précise, soit affronter un déclin rapide et catastrophique. Nous sommes dans le schéma décrit par Naomi Klein dans son livre la Stratégie du chaos. C'est-à-dire aux antipodes du "rêve français" de la campagne socialiste de 2012.

Lors d'une époque assez comparable, en 1984, François Mitterrand et Laurent Fabius avançaient un projet modernisateur, teinté d'Europe et de droits de l'homme. A l'inverse, le moment actuel a ceci de remarquable que l'évocation de la contrainte économique et financière se fait sur le mode de l'injonction, sans que soient proposées aux Français des perspectives de projection positive, ne serait-ce qu'à titre de leurre... Évidemment, **il faudra trouver avant la prochaine présidentielle des thèmes d'adhésion, au moins pour les sympathisants de gauche aujourd'hui désorientés, mais le temps est loin d'être venu.**

Le chômage sera un thème important de l'élection présidentielle de 2017 mais certainement pas le seul. Sur quels sujets pourraient porter ce scrutin ?

On pourrait penser à d'autres sujets liés à l'économie, comme le poids de la fiscalité, enjeu important des prochaines municipales. Mais plutôt que citer un éventail de problèmes particuliers, il me semble que **la prochaine présidentielle se jouera sur thème du déclin, et des moyens d'en repousser la venue.** Il s'agira nécessairement d'un projet de relèvement de l'économie, mais aussi d'un questionnement sur les valeurs culturelles.

Dans une société inquiète, **les notions identitaires, sans limiter celles-ci à un camp politique particulier, sont au cœur des préoccupations.** Il s'agit des solidarités sociales et familiales, de ce qui fait ou non la permanence d'une communauté nationale à l'heure de la mondialisation, *etc.* Les partis de gouvernement n'échapperont pas à un questionnement sur le devenir du pays, qui ne se résumera pas à quelques agrégats économiques, y compris ceux relatifs à l'emploi.